

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 OCTOBRE 2002

Etaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme GARCIA, M. PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, FONSECA, GOURGUES, Mme ALLIN, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD-AMEZIANE, M. LACOSTE, Mme HEGOBURU, Melle CERON, Mme RIVES, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

M. DUBOST à M. JOANDET

M. DANE à M. RAYNAUD

Mme ALLIN à Mme BUISSON (de la délibération N° 1 à la délibération N° 13)

M. LABARTHE à M. DRESS

M. BEZIADE à M. le MAIRE (à partir de la délibération N° 23)

Mme VIGANO à M. PEREZ

Melle CERON à Mme TSITSICHVILI (de la délibération N° 1 à la délibération N° 15)

M. MULLIEZ à M. BRU

Absents : /

Secrétaire de la séance : M. LACOSTE

1 - MOTION DE SOUTIEN À INGRID BETANCOURT ET À SON COMBAT EN FAVEUR D'UN ÉTAT DE DROIT EN COLOMBIE

Le Conseil adopte cette motion pour soutenir l'action que mène Ingrid BETANCOURT en faveur de l'instauration d'une vraie démocratie en Colombie et pour œuvrer en faveur de sa libération.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 NE PARTICIPENT PAS

2 - PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX POUR L'ANNÉE 2001

Monsieur le Maire présente le rapport d'activités de la Communauté Urbaine de Bordeaux pour l'année 2001.

3 - DÉSIGNATION DES COMMISSIONS MUNICIPALES ET DES DÉLÉGUÉS DU CONSEIL MUNICIPAL À DIVERS ORGANISMES (3ÈME LECTURE)

Le Conseil fixe la composition des commissions ainsi que la liste des délégations à divers organismes. Cette délibération annule et remplace les deux précédentes.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

4 - DÉSIGNATION D'UNE COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET ÉLECTIONS DES MEMBRES (3ÈME LECTURE)

Cette commission sera composée, sous la présidence de M. le Maire, des élus suivants :

- Mme BUISSON, M. JOANDET, Mme BARRIERE, M. DANE, M. RABEAU : membres titulaires
- M. GOURGUES, Mme TSITSICHVILI, Mme GARCIA, M. PEREZ, Mme ALCORTA : membres suppléants

Cette délibération annule et remplace les deux précédentes.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

5 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION LA CROIX ROUGE FRANÇAISE

Le Conseil décide d'attribuer une subvention exceptionnelle de 2.000 € à la Croix Rouge pour les efforts considérables qu'elle déploie pour aider les personnes sinistrées suite aux violents orages et inondations qui ont frappé le sud-est de la France.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

6 - RENOUELEMENT DES EMPLOIS À TEMPS NON COMPLET DE COLLABORATEUR D'ÉDUCATION MUSICALE

Il est décidé de reconduire les contrats d'engagement des professeurs de l'Ecole de Musique dans l'attente qu'ils passent les concours réservés de la filière artistique pour être intégrés dans les cadres d'emplois statutaires.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

7 - RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE RESPONSABLE INFORMATIQUE

Le contrat de l'agent occupant le poste de responsable informatique est renouvelé pour une durée de 3 ans.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

8 - RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE RÉGISSEUR DE SPECTACLE

Le poste de régisseur de spectacle est reconduit pour une durée de 3 ans.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

9 - RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE JOURNALISTE

Le poste de journaliste est reconduit pour une durée de 3 ans.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

10 - CRÉATION DE DEUX EMPLOIS D'APPRENTI

Il est décidé de créer, pour une durée de 5 ans, deux emplois d'apprenti mécanicien et d'apprenti en gestion des espaces naturels.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

11 - MODIFICATION DE L'EMPLOI DE CHARGÉ DE COMMUNICATION

Compte tenu du développement des missions et des responsabilités confiées à l'agent occupant ce poste, il est décidé de revaloriser sa rémunération.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

12 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

La création d'un emploi d'Attaché de conservation du patrimoine est approuvée, afin de répondre aux besoins du service public.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

13 - AVANTAGES SOCIAUX ACCORDÉS AU PERSONNEL MUNICIPAL

Les taux des avantages sociaux accordés au personnel municipaux sont fixés pour l'année 2002.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

14 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET N° 2

Les divers ajustements proposés sont adoptés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

15 - GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À L'ASSOCIATION BON SECOURS

La Ville accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de 92.993,90 €, représentant 50 % du montant total de l'emprunt, que l'Association Béglaise de Bon Secours se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue de financer les travaux de restructuration et d'agrandissement de la Maison de Retraite.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

16 - GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE DE BEGLES (S.A.E.M.C.I.B.)

La Ville accorde sa garantie pour le remboursement d'un emprunt de 95.000 € que la S.A.E.M.C.I.B. se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue de financer l'opération de réaménagement des espaces extérieurs du site de la tour de Gaston Monmousseau appelée « cour résidentielle ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

17 - IMPUTATION DU MOBILIER ET MATÉRIEL SUIVANT L'ARRÊTÉ DU 26 OCTOBRE 2001

Il est décidé d'assimiler certains biens meubles à des biens immobilisés et de les affecter à la section d'investissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

18 - INDEMNITÉ ALLOUÉE AU PERCEPTEUR

Il est décidé de fixer au montant maximum l'indemnité de conseil et de budget allouée à Monsieur Jean-Paul DEDIEU, Comptable de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

19 - MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE LICENCES SUR LES DÉBITS DE BOISSONS

Vu la circulaire de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, il est décidé d'arrondir à l'unité d'euros le tarif appliqué aux droits de licences, soit :

- 79 € pour les licences 3
- 158 € pour les licences 4

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

20 - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT - ANNÉE 2001

Le rapport annuel concernant le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement concédés et affermés à SUEZ Lyonnaise des Eaux, reçu de la Communauté Urbaine de Bordeaux, est présenté au Conseil Municipal.

21 - ESPACE DE CONCERTATION « DÉPLACEMENTS URBAINS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS » : MISSION DU GARANT

Le Conseil approuve les termes de la mission de Madame RIBEREAU-GAYON, mandatée pour être garant de cet espace de concertation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

22 - PROJET DE SAGE (SCHEMA DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DES EAUX) « NAPPES PROFONDES »

Le Conseil émet un avis favorable sur ce projet, sous réserve néanmoins qu'il soit complété par les mesures suivantes, destinées à en augmenter l'efficacité et la portée :

- La mise à l'étude, au niveau départemental, d'un programme visant au renforcement de la maîtrise des consommations et des économies d'eau au-delà des 10% proposés, touchant particulièrement les pertes des réseaux d'adduction, les équipements domestiques et des collectivités (installation de matériels économiseurs performants notamment), l'arrosage des espaces verts, les usages industriels et agricoles.
- La recherche d'une qualité optimale des ressources en eau dites de substitution qui ne doit en aucun cas abaisser la qualité générale des eaux destinées à la consommation humaine distribuées actuellement ou entraîner des coûts prohibitifs de traitement de potabilisation.
- L'élaboration et la mise en œuvre de campagnes ambitieuses de sensibilisation aux économies d'eau, à grande échelle sur tout le département, pour toutes les catégories d'usagers et dont l'impact sera évalué régulièrement en vue d'une plus grande efficacité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

23 - CONTRAT D'ÉTUDES DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN YVES FARGE

Il convient de passer des conventions d'études qui permettront à la Ville et au Groupe de Pilotage constitué d'avancer dans le projet de requalification du quartier. Il est décidé de confier aux bureaux d'étude suivants :

- Michel Cantal Dupart le volet architectural et urbain pour un montant de 67.580 € HT
- au CREHAM le volet paysager et social pour 37.124 € HT
- à la SCET la maîtrise d'expertise concernant la maîtrise d'ouvrage pour 38.000 € HT

Des subventions seront sollicitées auprès du FEDER, de l'Etat, du Conseil Régional, de la C.U.B. et de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réalisation de ces missions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

24 - APPROBATION DE LA CONVENTION TERRITORIALE

Le Conseil approuve les termes de la Convention Territoriale de Bègles qui présente un volet particulier puisque la cité Yves Farge a été retenue par le Ministre Délégué à la Ville au titre des opérations de renouvellement urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

25 - CONTRAT DE VILLE - SIGNATURE D'UNE CONVENTION FINANCIÈRE AVEC L'ETAT ET AUTORISATION DE REVERSER LES SUBVENTIONS

Au titre de l'année 2002, l'Etat versera une participation financière d'un montant de 86.320 € pour les actions menées dans la commune et ses quartiers prioritaires, au titre de la politique de la Ville. Le Conseil décide de signer une convention financière précisant la répartition pour chaque action et de reverser les subventions allouées aux associations concernées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

26 - ELABORATION DU PROJET DE TERRITOIRE - ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'A'URBA

Dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la C.U.B., chaque commune doit élaborer un projet de territoire. Pour cela, il est décidé de confier à l'A'URBA une mission d'assistance technique d'un coût total de 16.504,80 € T.T.C.. La C.U.B. participera au financement de cette mission.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

27 - ADHÉSION DE LA COMMUNE DE SAINTE-FOY-LA-GRANDE AU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE LA GIRONDE

Le Conseil émet un avis favorable à l'adhésion de la Ville de SAINTE-FOY-LA-GRANDE au Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

28 - SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LE MAIRE DE LA VILLE DE BEGLES ET LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX POUR L'AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE ALEXIS CAPELLE - ÉCLAIRAGE PUBLIC ET ARROSAGE PRIMAIRE

Dans le cadre de cet aménagement, il est décidé de passer une convention avec la C.U.B. ayant pour objet d'arrêter le principe et de déterminer les modalités de l'intervention financière de la C.U.B. : versement d'un fonds de concours pour l'éclairage public et en ce qui concerne le réseau principal d'arrosage intégré et la terre végétale, relevant de la compétence communautaire, réalisation sous maîtrise d'ouvrage communale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

29 - OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION THERMIQUE ET ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS (O.P.A.T.B.) - DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE L'A.D.E.M.E. ET DU CONSEIL RÉGIONAL (2ÈME LECTURE)

La Société « La Calade » ayant été retenue pour la réalisation de cette étude, il est décidé de solliciter des subventions auprès de l'A.D.E.M.E. et du Conseil Régional.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

30 - OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (O.P.A.H.) - DEMANDES DE SUBVENTIONS AUPRÈS DE L'ETAT, DU CONSEIL GÉNÉRAL ET DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX

La Ville s'étant engagée à être un des 3 sites pilotes nationaux pour la réalisation d'une O.P.A.T.B., l'Etat demande à ce qu'elle s'inscrive également dans une démarche d'O.P.A.H.. Il est décidé de lancer une consultation pour la réalisation d'une étude préopérationnelle et de solliciter l'attribution de subventions auprès des différents partenaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

31 - MARCHÉ EN PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE SIMPLIFIÉE POUR LES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ DE LA PLAINE DES SPORTS

Monsieur le Maire est autorisé à lancer un marché en procédure de mise en concurrence simplifiée pour la création d'aire de jeux, d'un city-stade et de travaux de voirie. Cette opération est estimée à 200.000 € H.T.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

32 - DEMANDE DE SUBVENTION AU F.A.S. POUR LES ACTIVITÉS DE LA MAISON DE QUARTIER YVES FARGE

Le Conseil approuve les conditions de mise en œuvre du projet « Les rendez-vous citoyens » qui ont pour objectif d'aborder avec les habitants de la Cité Yves Farge un thème en lien avec la citoyenneté et décide de solliciter un financement auprès du Fonds d'Action Sociale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

33 - FACTURATION DES INTERVENTIONS DE LA SOCIÉTÉ D'ALARME

Le Service Culture est appelé à prêter des locaux à des associations ou à des compagnies artistiques. Certains de ces équipements sont équipés d'une alarme. Or, dans le cas d'une mauvaise manipulation de l'alarme ou du non-respect des consignes d'utilisation ayant provoqué le déplacement de la société d'alarme, il est décidé de facturer aux utilisateurs la somme de 60 € par intervention.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR